



PAR COURRIEL

Québec, le 13 juin 2025

Madame Denise Langevin
Experte-conseil en matière de protection de la jeunesse
1357, rue Granier
Pointe-Lebel (Québec) G0H 1N0

Madame,

Dans les derniers mois, des écarts de pratiques et risques de lésions de droits envers les enfants du Nunavik ont été dénoncés à la Directrice nationale de la protection de la jeunesse. Plus spécifiquement, des écueils ont été portés à notre attention relativement aux projets de vie des enfants, au respect des normes de pratique et des normes de gestion dans la trajectoire de certains enfants, particulièrement dans le contexte de trajectoires menant vers l'adoption.

Madame Caroline Simard, directrice de la protection de la jeunesse par intérim, a jeté les bases dans les dernières semaines d'une ébauche de plan d'action afin de prendre la mesure des enjeux et pour assurer la protection des droits des enfants. Dans le contexte où un nouveau directeur de la protection de la jeunesse est récemment nommé pour les enfants de la côte d'Hudson, nous souhaitons poursuivre le travail en cours pour résoudre les problèmes soulevés au niveau de la pratique clinique.

En vertu du paragraphe c) du premier alinéa de l'article 29 de la *Loi sur la protection de la jeunesse* (chapitre P-34,1) (ci-après « LPJ »), j'ai, à titre de directrice nationale de la protection de la jeunesse, la responsabilité d'exercer les contrôles requis pour assurer que les interventions en protection de la jeunesse respectent les standards généralement reconnus et soient adéquates sur les plans à la fois scientifique, humain et social. À cette fin, je juge nécessaire d'avoir recours à votre expertise afin de me faire rapport sur la situation, et ce, conformément au paragraphe a) de l'article 30 de la LPJ.

... 2

Dans le cadre de mes responsabilités prévues à l'article 30.3 de la LPJ, je fais appel à votre expertise afin que vous accompagniez M. Martin Manseau, nouveau directeur de la protection de la jeunesse, dans la prise en charge de cette situation au Centre de santé Inuulitsivik.

Relativement au contrat à exécution sur demande récemment conclu (N/Réf. : 25-MS-02088), je vous mandate à titre d'experte externe et accompagnatrice, pour agir en mon nom afin de soutenir monsieur Manseau dans l'analyse et le redressement des pratiques cliniques requérant une intervention immédiate. Globalement, ce mandat portera sur le plan d'action entourant les projets de vie et les trajectoires en matière d'adoption en vertu de la LPJ.

Nous souhaitons nous assurer que le présent mandat se déroule en conformité aux recommandations précédemment émises à la Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik, entourant l'amélioration des services pour les enfants inuits.

Par conséquent, je vous demande de me faire état mensuellement des mesures mises en place par l'établissement pour corriger la situation. Je me préoccupe notamment de la conformité des solutions proposées dans le cadre du plan d'action à être déposé dans les 45 jours suivant la réception de cette lettre, afin d'apporter des correctifs au niveau de la trajectoire des projets de vie et de l'adoption, en général, mais aussi dans le cas de dossiers identifiés par madame Simard comme ayant besoin d'une analyse rigoureuse.

Parmi les correctifs, nous désirons être informés, plus particulièrement, des démarches relatives à :

- L'information à la population, au personnel et aux gestionnaires des règles entourant l'adoption coutumière et l'adoption régulière;
- L'élaboration et la mise en œuvre d'une formation pour le personnel et les gestionnaires concernant les normes minimales de la loi fédérale, la Loi concernant les enfants, les jeunes et les familles des Premières Nations, des Inuits et des Métis (L.C. 2019, ch. 24), et les obligations prévues à la LPJ;
- L'application de normes de pratique clinique et de gestion pour les enfants signalés en abandon, pour les enfants en voie de projets de vie permanents et en processus d'adoption;
- L'analyse rigoureuse des dossiers portés à notre attention par madame Caroline Simard, DPJ de la côte d'Ungava;
- L'investigation et la sanction, le cas échéant, des écarts de pratique commis par le personnel clinique et de gestion.

Votre mandat débutera le 13 juin 2025 et se terminera le 14 décembre 2025, pour une banque de 280 heures. Ce dernier inclut des frais de déplacement potentiels jusqu'à concurrence de 6 000 \$, conformément aux modalités prévues à la clause 3 de votre contrat. Si une visite sur place s'avère nécessaire, vous devrez obtenir préalablement l'autorisation auprès de monsieur Sébastien Patoine par courriel à l'adresse sebastien.patoine@msss.qc.ca.

À cette fin, vous trouverez ci-joint, un formulaire de demande d'exécution à compléter, signer et acheminer dans les meilleurs délais à monsieur Patoine, dont les coordonnées figurent ci-dessus.

Votre bilan est attendu au plus tard le 15 novembre 2025 et devra inclure les mesures mises en place, comprenant une analyse des progrès réalisés.

Veuillez agréer, Madame, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

La directrice nationale de la protection de la jeunesse
et sous-ministre adjointe,



Lesley Hill

p. j. 1

c. c. M. Daniel Paré, MSSS
M^{me} Sarah Beaulne, Centre de santé Inuulitsivik
M. Steven Kelly, Centre de santé Inuulitsivik
M. Martin Manseau, Centre de santé Inuulitsivik

N/Réf. : 25-MS-02088-001



Traduction de courtoisie

Madame Denise Langevin
Experte-conseil en matière de protection de la jeunesse
1357, rue Granier
Pointe-Lebel (Québec) G0H 1N0

Madame,

In recent months, irregular practices and risks of violations of the rights of children in Nunavik have been reported to the National Director of Youth Protection. More specifically, certain situations have been brought to our attention in relation to children's life plans, compliance with standards of clinical and management practice in the lives of certain children, particularly in the context of service trajectories leading to adoption.

Ms. Caroline Simard, while acting as interim director of youth protection, has already laid the foundations for an action plan to resolve the issues and ensure the protection of children's rights. I would like to highlight her cooperation. In the context of the appointment of a new director of youth protection for children on the Hudson Coast, we wish to ensure that the work be completed in order to resolve the problems raised.

Pursuant to subsection (c) of the first paragraph of section 29 of the *Youth Protection Act* (chapter P-34.1) (hereinafter "YPA"), I, as National Director of Youth Protection, am responsible for exercising the controls required to ensure that youth protection interventions follow generally accepted standards and that they are adequate from a scientific, human and social standpoint. To this end, I consider it necessary to call upon your expertise in order to report to me on the situation, in accordance with paragraph a) of article 30 of the LPJ.

According to section 30.3 of the LPJ, I am calling on your expertise to assist Mr. Martin Manseau, the new director of youth protection, in handling this situation at the Inuulitsivik Health Centre.

... 2

With respect to the recently concluded contract for execution on demand (Ref. No.: 25-MS-02088), I am mandating you as an external expert and support worker to act on my behalf to support Mr. Manseau in analyzing and correcting clinical practices requiring immediate intervention. Overall, this mandate will focus on the action plan surrounding permanency planning and adoption trajectories under the LPJ.

We wish to ensure that this mandate is carried out in accordance with the recommendations previously issued to the Nunavik Regional Board of Health and Social Services, regarding the improvement of services for Inuit children.

Therefore, I ask you to report to me monthly on the measures implemented by the establishment to correct the situation. I am particularly concerned about the conformity of the solutions proposed within the action plan to be submitted within 45 days of receipt of this letter, in order that the necessary corrections be made to the clinical processes of permanency planning and adoption. Several files identified by Ms. Simard are requiring a rigorous analysis.

Among the corrective measures already underway, we would particularly like to be informed of your efforts related to:

- Informing the population, staff and managers of the rules surrounding customary adoption and regular adoption;
- Developing and implementing a training plan for staff and managers regarding the minimum standards of the federal act, the *Act respecting First Nations, Inuit and Métis children, youth and families* (S.C. 2019, c. 24), as well as the obligations under the YPA;
- Applying clinical and management practice standards for children reported as abandoned, for children in the process of developing permanent life plans and in the process of adoption and ensuring these standards are culturally appropriate;
- Analyzing the files brought to our attention by Ms. Caroline Simard, DYP of the Ungava coast;
- Investigating and, where appropriate, sanctioning clinical and management staff for deviations from established practices.

Your mandate will begin on June 13 2025 and end on December 14, 2025, for a bank of 280 hours. This includes potential travel expenses of up to \$6,000, in accordance with the terms and conditions set out in clause 3 of your contract. If an on-site visit is necessary, you must obtain prior authorization from Mr. Sébastien Patoine by email at sebastien.patoine@msss.gouv.qc.ca.

Your report is expected no later than November 15, 2025 and must include the measures implemented, including an analysis of the progress made.

Sincerely,

La directrice nationale de la protection de la jeunesse
et sous-ministre adjointe,

Lesley Hill

c. c. M. Daniel Paré, MSSS
M^{me} Sarah Beaulne, Centre de santé Inuulitsivik
M. Steven Kelly, Centre de santé Inuulitsivik
M. Martin Manseau, Centre de santé Inuulitsivik